

Réponse aux Propositions pour une France solidaire

J'ai eu l'occasion d'échanger avec les représentants des organisations qui ont fait 15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017. Je partage les ambitions que vous exprimez pour un juste partage des richesses, la promotion de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire, ainsi que pour des choix politiques et stratégiques assurant la protection des droits humains.

Vous soulignez que les inégalités s'accroissent partout dans le monde, parce qu'une minorité des personnes et de multinationales agissent pour accroître les profits de quelques uns au détriment de tous. Vous souhaitez que l'état développe des politiques plus justes et solidaires pour lutter contre cette évolution. Je pense que c'est ce qu'a souhaité faire le président François Hollande, notamment en encadrant les super-rémunérations des grands patrons, en modulant les allocations familiales et en améliorant les primes d'activité. D'ailleurs dans notre pays les inégalités ont été cantonnées selon les derniers chiffres officiels publiés. Notre pays doit agir dans les instances internationales pour défendre cette orientation. Je continuerai à agir en ce sens à l'Assemblée.

Vous souhaitez un engagement ferme pour une transition énergétique et agricole qui promeuve un changement de modèle. Notre pays durant ces dernières années a été très actif sur ces sujets. La réussite historique de l'Accord signé à Paris sur le climat, les lois de transition énergétique ou sur la biodiversité sont des pas en avant décisifs. Il convient maintenant de mettre en application les principes adoptés et notamment de faire respecter par les états, leurs engagements d'aider les pays du tiers monde à mettre en œuvre les changements nécessaires pour moins dépendre des énergies fossiles et se protéger contre les conséquences climatiques néfastes dues à nos comportements antérieurs.

Vous souhaitez réaffirmer la solidarité de la France à l'égard des peuples victimes de conflits, de violences terroristes, qu'il faudrait mieux accueillir, et pour lesquels il faut peser au sein des organisations internationales, pour avancer vers la réalisation des Objectifs de développement durable. Il est certain que tout ce qui peut être fait pour éviter la généralisation de conflits meurtriers est essentiel et aide à endiguer à la racine la crise des réfugiés. La France n'a pas hésité à s'engager dans différents pays, comme au Mali et au Sahel pour garantir la sécurité des populations contre le terrorisme intégriste. Malgré la crise économique qui sévit dans notre pays depuis 2008, notre pays a continué à se montrer sensible à cette situation, et a maintenu une aide à la coopération significative qu'il faudra bien sur amplifier autant que possible. Mais il faut aussi lutter en interne contre les causes qui amènent au développement de l'extrémisme et de la radicalisation, donc principalement lutter contre le mal être, la misère matérielle et morale.

Je partage votre sentiment selon lequel il faut encourager les initiatives citoyennes et associatives qui vont dans le sens de la solidarité et de la lutte contre les discriminations. Je salue les acteurs engagés dans ces structures et j'espère que les mesures prises pour mieux reconnaître l'engagement, surtout chez les plus jeunes y contribueront.